



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

ARRETE N°138 -DDPP-2014
portant mise en demeure

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le titre 1er du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009/0287 du 23 juin 2009 réglementant les activités de la société Chromobronze pour son établissement sis ZI de Galinay, 42230 ROCHE LA MOLIERE ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 avril 2014, établi à la suite d'une inspection du 18 février 2014, constatant que la société Chromobronze ne respecte pas certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2009/0287 du 23 juin 2009 et les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination du montant des garanties financières ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

ARRETE

ARTICLE 1er : La société Chromobronze est mise en demeure, pour son installation sise ZI de Galinay, 42230 ROCHE LA MOLIERE de :

- réaliser une campagne d'analyse des effluents atmosphériques des ateliers de traitement de surface et de polissage sous un délai de 3 mois,
- mettre en place un dispositif de captation des vapeurs des bains de nickel électrolytique et de déchromage sous un délai de 6 mois. Un échéancier des travaux de mise en conformité, accompagné des devis et des études techniques sera transmis à l'inspection des installations classées sous un délai de 3 mois,
- transmettre une proposition du montant des garanties financières sous un délai de 1 mois établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination des garanties financières.

ARTICLE 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Lyon. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Monsieur le directeur départemental de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et Monsieur le maire de ROCHE LA MOLIERE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le

23 AVR. 2014
Pour la Préfète
et par délégation
Le Secrétaire Général

copie adressée à :

- Société Chromobronze

ZI de Galinay

42230 ROCHE LA MOLIERE

- Monsieur le maire de ROCHE LA MOLIERE

- DREAL Loire Inspection des installations classées

- Archives

- Chrono